

Questions orales

La GRC fait enquête depuis plus de cinq ans sur l'accident de 1985 qui a entraîné la perte d'un gros porteur d'Air India et causé ce que tout le monde pourrait bien considérer comme l'un des pires massacres de l'histoire canadienne. Des 329 passagers qui y ont perdu la vie, 295 étaient canadiens, dont 82 enfants et six bébés.

Étant donné la lenteur de l'enquête qui se déroule à huis clos, le solliciteur général accepterait-il maintenant d'ordonner une enquête publique ou, mieux encore, permettrait-il la tenue d'une enquête parlementaire? Imposerait-il au moins un délai à la GRC pour faire rapport au gouvernement?

Des voix: Bravo!

L'hon. Pierre H. Cadieux (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, je ne puis accepter tous les termes utilisés par mon honorable collègue, mais je tiens à lui assurer ainsi qu'à tous les députés à la Chambre que la tragédie du vol 182 d'Air India fait toujours l'objet d'une enquête de la part de la GRC. Cette dernière prévoit effectuer l'été prochain une autre mission en mer du Nord pour tâcher de recueillir d'autres éléments de preuve dans l'épave.

Par ailleurs, une poursuite civile est également en cours. Il serait donc inopportun pour le moment d'accepter la suggestion de mon honorable collègue, mais je puis vous assurer, monsieur le Président, que je me tiens au courant des progrès de cette enquête qui, je l'espère, se terminera aussitôt que la GRC pourra obtenir le supplément de preuve qu'elle recherche.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Aujourd'hui, les Canadiens ont dû venir au Parlement pour protester auprès de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration parce que la réunification des couples prend trop de temps. Elle prenait neuf mois, il y a cinq ans. Les gens qui s'aiment doivent maintenant attendre deux ans et demi pour être réunis.

Dans l'esprit de Noël, la ministre interviendra-t-elle pour permettre à des centaines de Canadiens de passer Noël au Canada avec ceux qu'ils aiment?

Des voix: Bravo!

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, comme le député le sait, l'un des objectifs de notre nouveau plan en matière d'immigration est d'accélérer le traitement des dossiers des conjoints.

Nous tenons beaucoup à ce que les familles soient réunies aussi rapidement que possible et nous savons qu'un plus grand nombre de personnes de la catégorie de la famille entreront au Canada, grâce à notre nouveau plan.

La difficulté, évidemment, c'est que les demandes sont extrêmement nombreuses. Nous essayons de les examiner le plus rapidement possible. Nous améliorons le traitement des demandes. Nous en avons fait une priorité et j'espère que nous pourrions faire mieux à l'avenir parce que c'est important pour nous et nous savons que les gens veulent être réunis avec leur famille.

Des voix: Bravo!

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard): Monsieur le Président, en écoutant la ministre, on croit entendre un disque rayé.

La ministre accordera-t-elle des visas de visiteurs aux nouveaux mariés pour que les couples puissent être ensemble en attendant que les documents soient traités au Canada? Ne serait-ce pas une solution facile?

Des voix: Bravo!

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je comprends le dilemme dont parle le député. Il est difficile, cependant, d'affirmer que les nouveaux mariés se sentent plus seuls que les gens qui sont mariés depuis longtemps.

Nous cherchons des moyens d'améliorer la situation des conjoints et je ferai rapport à la Chambre quand les nouveaux règlements et le nouveau mode de traitement seront en place. Je pense qu'ils plairont au député.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LES SOINS DE SANTÉ

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le Québec a mis sur pied un des meilleurs systèmes de santé au monde. Plusieurs experts américains et d'autres pays l'ont même reconnu, tel que le sénateur américain Ted Kennedy. À l'heure actuelle, le gouvernement du Québec est en train d'opérer une